



## **UNION DEMOCRATIQUE DES TRAVAILLEURS DU SENEGAL**

**Maison du Travail, Rue du Centre Tally Boubess (en face école 10) N° 4702 - Pikine-Dakar**  
**Tél. : 33 851 03 01 - /Fax : 33 851 23 17 BP. 7124 Dakar Médina - Ninea 0231267**  
**Email : udts\_seneg@yahoo.fr**

### **--- DECLARATION DU 1<sup>er</sup> MAI 2016 ---**

A l'instar de la communauté internationale, l'Union Démocratique des Travailleurs du Sénégal (U.D.T.S.) commémore la Fête Internationale du Travail, le 1<sup>er</sup> Mai 2016.

L'UDTS compte se battre, dans l'unité avec les centrales syndicales membres de la CSI, et de concert avec toutes les autres forces vives du mouvement social sénégalais, pour amener l'Etat et les Employeurs à prendre des mesures visant à améliorer les conditions de vie et de travail des travailleurs et travailleuses.

Car, malgré la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent, le pouvoir d'achat des populations est fortement éprouvé par le coût très élevé de la vie.

D'ailleurs de façon globale, ils sont nombreux les éléments de contexte qui nourrissent nos inquiétudes et face auxquelles il est urgent de trouver les solutions idoines.

La crise née de la fermeture des frontières entre le Sénégal et la Gambie préoccupe sérieusement notre centrale syndicale, et nous affirmons clairement que les deux gouvernements ont la responsabilité historique de trouver une solution urgente et durable pour préserver les liens séculaires entre nos deux peuples et renforcer l'intégration sous régionale.

Le chômage des jeunes qui atteint des proportions inédites est devenu un terreau fertile à l'intolérance sous toutes ses formes et à l'immigration clandestine, deux phénomènes qui hypothèquent la marche de nos jeunes Etats vers le progrès économique et social.

Le climat social s'est fortement dégradé dans les secteurs de l'Education, la santé et les collectivités locales où l'Etat et les organisations des travailleurs peinent à mener un dialogue social sincère, constructif et porteur de progrès social.

Dans un contexte international caractérisé par une compétition exacerbée entre les pays pour des opportunités de plus en plus limitées, notre économie nationale reste toujours vulnérable face aux chocs endogènes (déficit pluviométrique, sensibilité à la production de quelques grandes entreprises, etc.) et exogènes (variations des prix pétroliers, chocs alimentaires, baisse des transferts des migrants, etc.). Le tissu industriel est fragilisé par une production d'énergie insuffisante à coût peu compétitif, un marché intérieur étroit, un déficit d'infrastructures pour le désenclavement interne et le renforcement de l'interconnexion régionale, un faible soutien aux opérateurs privés nationaux.

L'UDTS s'inquiète de la montée de l'intolérance et des violences qui prennent des formes parfois aveugles, toujours meurtrières et inadmissibles pour la conscience humaine telles qu'elles affectent des pays comme le Mali, le Nigéria, le Soudan, la Libye, la Syrie, la Palestine, le Liban, l'Iraq, l'Afghanistan, le Yémen.....etc.

L'UDTS transmet sa solidarité à tous les peuples du monde qui souffrent de la pauvreté, de l'intolérance et de l'autoritarisme qui conduisent à une migration de masse dans diverses régions de la planète, avec la forte conviction que c'est une croisade mondiale efficace et durable contre la pauvreté qui est la voie royale pour un meilleur devenir de l'Humanité.

L'UDTS profite de la commémoration du 1<sup>er</sup> Mai pour exprimer les exigences fortes des travailleurs et travailleuses à travers les revendications sociales que sont :

1. l'arrêt de la fermeture des entreprises de surgélation de poissons et de conserveries et la réouverture de S.A.I.B et AFRICAMER ;
2. le paiement des droits des travailleurs des entreprises liquidées notamment SENEPESCA et AFRICAMER ;
3. La fin de la précarisation des emplois dans les secteurs de l'hôtellerie, de la boulangerie du gardiennage et sécurité, des abattoirs etc ...;
4. la publication du rapport final de l'étude sur le système de rémunération et l'ouverture de négociations sur le régime indemnitaire et la revendication portant sur l'augmentation de l'indemnité de logement des enseignants ;
5. l'apurement des stocks de mise en solde des maîtres et professeurs contractuels et de tous les arriérés de paiement de rappels d'intégration et d'avancement ;
6. la prise des arrêtés d'admission définitive aux examens professionnels (CAP et CEAP) dans des délais raisonnables à partir d'une planification rigoureuse ;
7. la fin des lenteurs administratives dans la délivrance des actes administratifs ;
8. la mise en œuvre de mécanismes innovants de financement et d'entretien durable des infrastructures et services de transport et qui assurent leur répartition équitable et cohérent sur le territoire national ;
9. La réhabilitation du système de transport ferroviaire, qui passe par la modernisation et l'extension des réseaux ferrés, ainsi qu'un nouveau mode de gestion s'appuyant sur l'importance stratégique reconnue du chemin de fer dans tout processus de développement économique et social ;
10. la ratification par l'Etat du Sénégal des Conventions C188 et de la CTM 2006 ;
11. le partage et la validation de l'Avant-Projet du nouveau Code de la Marine Marchande qui souffre toujours dans les tiroirs de l'ANAM depuis plus de six (6) ans ;
12. la protection des industries locales face aux produits importés pour éviter de faire du Sénégal « un grand bazar », ce qui passe nécessairement par la baisse des coûts élevés des facteurs de production notamment ceux de l'électricité et du transport ;
13. la formation continue et qualifiante des ouvriers et techniciens ;
14. le respect des normes de santé sécurité-environnement du travail pour minimiser les risques professionnels, les accidents de travail et maladies professionnelles
15. le respect des libertés syndicales et de la négociation collective dans des secteurs industriels clés tels que le Gardiennage et surtout les Industries extractives qui semblent être des « enclaves de non-droit » ;
16. la Protection sociale effective et intégrale pour tous les travailleuses et travailleurs, exigence au cœur du processus de transition vers la formalisation de l'économie informelle.

**Ensemble mobilisons-nous pour la défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs et travailleuses.**

**Vive le 1<sup>er</sup> Mai !!!**

**Vive les travailleurs et travailleuses !!!**

**Vive l'Unité du mouvement syndical !!!**